



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018-2019

DIRECTION DES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES
ET INTERNATIONALES ET DU PROTOCOLE



COOPÉRATION

PARTENARIATS

PROSPECTION

DÉMOCRATIE

FORMATION
CONTINUE

Cette publication a été réalisée
par la Direction des relations
interparlementaires et internationales
et du protocole de l'Assemblée nationale
du Québec.

Ce rapport fait état des activités
de relations interparlementaires
et internationales de l'Assemblée
nationale du Québec pour la période
du 27 novembre 2018 au 31 mars 2019.



DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale entretient des relations avec seize parlements partenaires et est membre de cinq organisations interparlementaires. Son réseau se déploie sur cinq continents.

LE RÈGLEMENT SUR LES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Le 28 février 2019, le Bureau de l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité un nouveau [Règlement](#) sur les activités de relations interparlementaires et internationales. Ce règlement vise notamment à **améliorer la reddition de comptes et la transparence** en matière de relations interparlementaires et internationales.

En vertu de ce règlement, le président dépose annuellement à l'Assemblée nationale le présent rapport des activités et dépenses de relations interparlementaires et internationales. Ce rapport complète la publication des rapports d'activités de relations interparlementaires et internationales, accessibles rapidement sur le [site Internet de l'Assemblée nationale](#) à la suite de chaque activité.

LE COMITÉ CONSULTATIF

Le Règlement sur les activités interparlementaires et internationales vise en outre à favoriser une **prise de décision** consensuelle par la mise sur pied d'un comité multipartite qui a pour mission de planifier et de coordonner les activités de relations interparlementaires de l'institution.

Ce comité consultatif de la diplomatie parlementaire a notamment comme mandat de préparer annuellement une programmation des activités et de désigner les députées et députés qui y prendront

part, afin de **mieux intégrer les activités internationales aux travaux parlementaires et assurer le pluralisme dans la désignation des personnes participantes.**

Le comité consultatif est présidé par le président de l'Assemblée nationale. Il se compose en outre du whip de chaque groupe parlementaire ou, si un groupe parlementaire n'a pas de whip, du député désigné pour agir à titre d'interlocuteur auprès des whips.

Les membres du comité consultatif (au 31 mars 2019)



François Paradis
Président



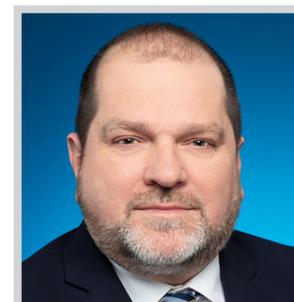
Éric Lefebvre
Whip du gouvernement



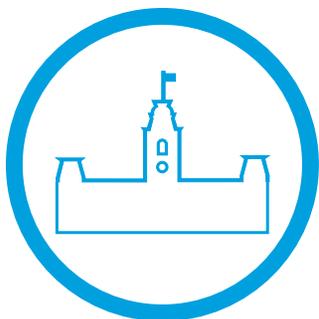
Nicole Ménard
Whip de l'opposition officielle



Ruba Ghazal
Représentante du deuxième groupe d'opposition



Harold Lebel
Représentant du troisième groupe d'opposition



Dès sa première rencontre le 20 mars 2019, le comité consultatif de la diplomatie parlementaire a défini les orientations et les objectifs qu'il entend donner aux relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale. Il s'agit de :

- rendre l'Assemblée nationale plus moderne et ouverte;
- renforcer l'efficacité des parlementaires dans leurs fonctions;
- promouvoir les secteurs d'excellence de la société québécoise.

LES SECTIONS ET DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

L'Assemblée nationale du Québec entretient des relations avec d'autres parlements et diverses organisations interparlementaires. En vertu de la séparation des pouvoirs, elle développe ses relations internationales de façon indépendante de l'exécutif.

Le président représente l'Assemblée sur la scène internationale et dirige les relations interparlementaires. Il est secondé par des députés de tous les groupes parlementaires qui composent les **20** sections ou délégations pour les relations interparlementaires. Parmi ces sections ou délégations, **16** entretiennent des relations bilatérales avec des parlements partenaires provenant du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Les **4** autres sections ou délégations sont en charge des relations multilatérales et de la participation des députées et députés aux activités des **5** organisations interparlementaires dont l'Assemblée nationale est membre, soit :

- l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF);
- l'Association parlementaire du Commonwealth (APC);
- la Confédération parlementaire des Amériques (COPA);
- la *National Conference of State Legislatures* (NCSL);
- le *Council of State Governments* (CSG).

Un comité directeur composé du président et de députés voit à la préparation et au suivi des activités de chaque section ou délégation. Le comité bénéficie des services d'un conseiller de la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole, qui agit à titre de secrétaire administratif.



ACTIVITÉS ET DÉPENSES

En vertu du [Règlement](#) sur les activités de relations interparlementaires et internationales, un rapport des activités et des dépenses de relations interparlementaires et internationales est produit annuellement. La première section présente le détail des dépenses par type d'activité. La seconde est dédiée aux dépenses par section et délégation.

La période couverte pour le présent rapport d'activité des relations interparlementaires et internationales est du 27 novembre 2018 au 31 mars 2019.

DÉTAILS DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ

De l'ouverture de la 42^e législature, le 27 novembre 2018, jusqu'au 31 mars 2019, l'Assemblée nationale a réalisé **15** activités de relations interparlementaires et internationales, dont **6** accueils de délégations étrangères et **9** missions de représentants de l'Assemblée nationale à l'étranger.

Le total des dépenses d'activités interparlementaires pour la période couverte est de **78 159,77\$**. Le tableau 1 présente le total des dépenses en fonction du type d'activité (accueils et missions) et du type de dépense, pour la période couverte.

TABLEAU 1 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ INTERPARLEMENTAIRE (27 novembre 2018 au 31 mars 2019)			
	ACCUEIL (6)	MISSION (9)	TOTAL (15)
	6 PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 30 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	7 PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 1 337 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	13 PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 1 367 PARTICIPANTS ÉTRANGERS
Transport	140,02 \$	45 821,17 \$	45 961,19 \$
Restauration	1 704,50 \$	5 095,00 \$	6 799,50 \$
Hébergement	0 \$	17 264,64 \$	17 264,64 \$
Interprétation	1 350,00 \$	0 \$	1 350,00 \$
Frais d'inscription	0 \$	2 284,59 \$	2 284,59 \$
Divers	1 250,00 \$	3 249,85 \$	4 499,85 \$
TOTAL	4 444,36 \$	73 715,25 \$	78 159,77 \$

DÉTAIL DES DÉPENSES PAR SECTION ET DÉLÉGATION

De l'ouverture de la 42^e législature, le 27 novembre 2018, au 31 mars 2019, l'Assemblée nationale a tenu 3 activités bilatérales, 9 activités multilatérales et 3 activités de coopération. Le tableau 2 présente le sommaire des dépenses par type de relation (bilatérale, multilatérale ou de coopération).

TABLEAU 2 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE DE RELATION (27 novembre 2018 au 31 mars 2019)				
	BILATÉRALE (3)	MULTILATÉRALE (9)	COOPÉRATION (3)	TOTAL (15)
	14 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	12 PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 1 292 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	1 PARLEMENTAIRE QUÉBÉCOISE 61 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	13 PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 1 367 PARTICIPANTS ÉTRANGERS
Transport	0 \$	45 961,19 \$	0 \$	45 961,19 \$
Restauration	66,67 \$	6 686,34 \$	46,49 \$	6 799,50 \$
Hébergement	0 \$	17 264,64 \$	0 \$	17 264,64 \$
Interprétation	0 \$	1 350,00 \$	0 \$	1 350,00 \$
Frais d'inscription	0 \$	2 284,59 \$	0 \$	2 284,59 \$
Divers	0 \$	4 499,85 \$	0 \$	4 499,85 \$
TOTAL	66,67 \$	78 046,61 \$	46,49 \$	78 159,77 \$

Les trois tableaux suivants présentent le détail des dépenses par activité, selon la section ou la délégation. Les dépenses sont regroupées par type de relations.

**TABLEAU 3 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION BILATÉRALE,
PAR SECTION ET DÉLÉGATION**
(27 novembre 2018 au 31 mars 2019)

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT HAÏTIEN (DANRPH)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATE (LIEU) PARTICIPATION	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS D'HAÏTI 7 DÉCEMBRE 2018 (QUÉBEC, QUÉBEC) 5 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	Aucun frais lié à cette activité						0 \$
ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN D'HAÏTI 17 DÉCEMBRE 2018 (QUÉBEC, QUÉBEC) 2 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	Aucun frais lié à cette activité						0 \$
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL ÉLECTORAL PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI 1 ^{ER} FÉVRIER 2019 (QUÉBEC, QUÉBEC) 2 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	0 \$	66,67 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	66,67 \$
TOTAL BILATÉRALES	0 \$	66,67 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	66,67 \$

**TABLEAU 4 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION MULTILATÉRALE,
PAR SECTION ET DÉLÉGATION**
(27 novembre 2018 au 31 mars 2019)

SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATE (LIEU) PARTICIPATION	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
RÉUNION DU BUREAU DE L'APF ET RENCONTRES BILATÉRALES 27 JANVIER AU 3 FÉVRIER 2019 (PARIS, FRANCE ET BRUXELLES, BELGIQUE) DEUX PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS IMPLIQUÉS (+ TROIS MEMBRES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE) 68 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	8 395,17 \$	3 140,00\$	8 893,25 \$	0 \$	N/S	1 755,34 \$	22 183,76 \$
RÉUNION DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DES AFFAIRES CULTURELLES ET DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF 25 AU 28 FÉVRIER 2019 (HANOÏ, VIETNAM) UNE PARLEMENTAIRE QUÉBÉCOISE IMPLIQUÉE (+ UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE) 51 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	11 347,22 \$	320,00 \$	864,20 \$	0 \$	N/S	512,65 \$	13 044,07 \$
RÉUNION DE LA COMMISSION POLITIQUE DE L'APF 5 ET 6 MARS 2019 (DJIBOUTI, DJIBOUTI) UN PARLEMENTAIRE QUÉBÉCOIS IMPLIQUÉ (+ UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE) 30 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	16 214,46 \$	240,00 \$	1 360,00 \$	0 \$	N/S	456,86 \$	18 271,32 \$
SOUS-TOTAL APF	35 956,85 \$	3 700,00 \$	11 117,45 \$	0\$	N/S	2 724,85 \$	53 499,15 \$

SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATE (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
PARTICIPATION							
36^E CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE DU CANADA 31 JANVIER AU 3 FÉVRIER 2019 (HAPPY VALLEY – GOOSE BAY, TERRE-NEUVE-ET- LABRADOR) DEUX PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOISES IMPLIQUÉES (+ UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE) 35 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	4 911,16 \$	405,00 \$	1 814,68 \$	900,00 \$	N/S	150,00 \$	8 180,84 \$
SOUS-TOTAL APC	4 911,16 \$	405,00 \$	1 814,68 \$	900,00 \$	N/S	150,00 \$	8 180,84 \$

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS (DANREU)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATE (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
PARTICIPATION							
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ESTERN REGIONAL CONFERENCE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS 30 NOVEMBRE ET 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2018 (NEW YORK, NEW YORK) PARTICIPATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE 30 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	1 289,89 \$	55,00 \$	464,09 \$	214,81 \$	0 \$	25,00 \$	2 048,79 \$

RÉUNION DES COMMISSIONS PERMANENTES (CAPITOL FORUM) DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES 5-7 DÉCEMBRE 2018 (WASHINGTON DC) PARTICIPATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE 35 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	1 028,72 \$	285,00 \$	1 217,56 \$	543,32 \$	0 \$	100,00 \$	3 174,60 \$
CONFÉRENCE NATIONALE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS 5 AU 9 DÉCEMBRE 2018 (CINCINNATI, KENTUCKY) PARTICIPATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE 830 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	1 054,41 \$	140,00 \$	879,24 \$	626,46 \$	0 \$	100,00 \$	2 800,11 \$
COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES 18 ET 19 JANVIER 2019 (NOUVELLE-ORLÉANS, LOUISIANE) UN PARLEMENTAIRE QUÉBÉCOIS IMPLIQUÉ (+ UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE) 211 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	1 580,14 \$	510,00 \$	1 771,62 \$	0 \$	0 \$	150,00 \$	4 011,76 \$
VISITE DU PRÉSIDENT ÉLU DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES, M. ROBIN VOS 25 ET 26 MARS 2019 (QUÉBEC, QUÉBEC) CINQ PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS IMPLIQUÉS 2 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	140,02 \$	1 591,34 \$	0 \$	0 \$	1 350,00 \$	1 250,00 \$	4 331,36 \$
SOUS-TOTAL DANREU	5 093,18 \$	2 581,34 \$	4 332,51 \$	1 384,59 \$	1 350,00 \$	1 625,00 \$	16 366,62 \$
TOTAL MULTILATÉRALES	45 961,19 \$	6 686,34 \$	17 264,64 \$	2 284,59 \$	1 350,00 \$	4 499,85 \$	78 046,61 \$

TABLEAU 5 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE COOPÉRATION
(27 novembre 2018 au 31 mars 2019)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATE (LIEU) PARTICIPATION	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SÉMINAIRE DE PARTENARIAT AVEC LE <i>PARLIAMENTARY INSTITUTE OF CAMBODIA</i> 11 AU 15 DÉCEMBRE 2018 (SIEM REAP, CAMBODGE) PARTICIPATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF OU POLITIQUE 47 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	Frais pris en charge par le <i>Parliamentary Institute of Cambodia</i>						0 \$
VISITE D'ÉTUDE DU REPRÉSENTANT CANADIEN DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS 15 FÉVRIER 2019 (QUÉBEC, QUÉBEC) UNE PARLEMENTAIRE QUÉBÉCOISE IMPLIQUÉE 2 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	Aucun frais lié à cette activité						0 \$
VOYAGE D'ÉTUDES DE DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION D'ALGÉRIE SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE PROVINCIALE ET MUNICIPALE AU QUÉBEC 20 MARS 2019 (QUÉBEC, QUÉBEC) 12 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	0 \$	46,49 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	46,49 \$
TOTAL COOPÉRATION	0 \$	46,49 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	46,49 \$

FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES

L'Assemblée nationale est membre d'organisations interparlementaires. Des frais d'adhésion annuels sont exigés pour en être membre. Le tableau suivant présente les frais d'adhésion aux organisations interparlementaires dont l'Assemblée nationale est membre pour l'année financière 2018-2019. Le total des dépenses associées aux frais d'adhésion aux organisations interparlementaire s'élève à 129 617,93\$.

TABLEAU 6 : FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES	
NOM DE L'ORGANISATION INTERPARLEMENTAIRE	FRAIS D'ADHÉSION
Assemblée parlementaire de la Francophonie (international)	27 425,37\$
Assemblée parlementaire de la Francophonie (Région Amérique)	5 500,00\$
Association parlementaire du Commonwealth (international)	12 782,52\$
Association parlementaire du Commonwealth (Canada) ¹	315,00\$
Confédération parlementaire des Amériques ²	0\$
<i>Council of State Governments</i>	6 701,65\$
<i>Eastern Regional Conference du Council of State Government</i>	27 112,77\$
<i>National Conference of State Legislatures</i>	49 780,62\$
TOTAL	129 617,93\$

¹ Les frais d'adhésion restants seront comptabilisés dans l'exercice financier 2019-2020.

² La totalité des frais d'adhésion sera comptabilisée dans l'exercice financier 2019-2020.

ANNEXES
RAPPORTS D'ACTIVITÉS

APF

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE



RÉUNION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE ET RENCONTRES BILATÉRALES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Paris – Bruxelles
27 janvier au 3 février 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et
président de l'APF
M. Éric Lefebvre (Arthabaska), président délégué de la Section du Québec de l'APF¹
M. Michel Bonsaint, secrétaire général
M^{me} Lise Moreau, directrice au cabinet du président
M^{me} Annie-Christine Cyr, Directrice adjointe au cabinet du président
Secrétaire administrative de la Section du Québec de l'APF

CONTEXTE

La présidence de l'APF est occupée par la Section du Québec depuis 2017. Depuis son élection à titre de président de l'ANQ en novembre 2018, M. François Paradis est également président de l'APF. Dans le cadre de son mandat, il a indiqué vouloir rapprocher l'organisation des citoyens et améliorer les pratiques de gouvernance vers

¹ M. Lefebvre était seulement présent pour la réunion du Bureau de l'APF à Bruxelles.

une plus grande transparence. Il s'agissait de sa première mission à titre de président de l'APF et de président de l'ANQ.

Le président a profité de son déplacement à Bruxelles, pour la réunion du Bureau de l'APF, pour tenir des rencontres bilatérales à Paris et à Bruxelles avec ses homologues et des partenaires institutionnels de la Francophonie.

Le Bureau est l'organe exécutif de l'APF. Entre les sessions annuelles de l'organisation, il contrôle l'exécution des décisions de l'assemblée plénière et veille à l'application des motions adoptées, des résolutions prises et des recommandations émises par l'assemblée plénière. En outre, il coordonne les activités des commissions permanentes de l'APF, examine les questions relatives à l'admission de sections et à la modification de leur statut, et enfin, il adopte le budget de l'Assemblée.

Le Bureau se réunit au moins deux fois par année, soit une première fois à la veille de la Session de l'APF et à une deuxième occasion pour une réunion *intersessionnelle*.

La dernière réunion du Bureau s'est tenue le 6 juillet 2018, à Québec.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

POUR LES RENCONTRES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE (ANF), AU SÉNAT FRANÇAIS (SF) ET AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES (PFWB)

Maintenir les liens institutionnalisés depuis de nombreuses années avec les parlements partenaires.

- À Paris, le président de l'ANQ s'est entretenu avec le président de l'ANF, M. Richard Ferrand, avec le président du SF, M. Gérard Larcher, avec les présidents des groupes d'amitié France-Québec à l'ANF et au SF, MM. Sébastien Nadot et Rémi Pointereau, ainsi qu'avec la déléguée générale du Québec à Paris, M^{me} Line Beauchamp.
- À Bruxelles, il s'est entretenu avec le président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Philippe Courard, ainsi qu'avec le délégué général du Québec à Bruxelles, M. Michel Audet.
- Lors de ces rencontres, le président a souligné l'importance qu'accorde l'ANQ à ses relations bilatérales avec la France et la Belgique et a fait part de sa volonté de renforcer la collaboration sur des problématiques communes. Il en a profité pour rappeler que c'est avec plaisir que l'ANQ accueillera à Québec au cours de l'année 2019, les délégations de l'ANF, du SF et du PFWB pour des rencontres bilatérales. Ce sera l'occasion pour les délégations de visiter le nouveau pavillon de l'ANQ.
- Le président a présenté les priorités qu'il a établies pour l'ANQ dans son rôle de président et a échangé avec ses homologues sur des expériences communes liées aux enjeux jugés prioritaires pour l'ANQ. Ils ont notamment discuté de la transparence des institutions parlementaires, de l'importance de mieux

communiquer avec les citoyens ainsi que du nouveau pavillon d'accueil de l'ANQ qui répond à des besoins en matière de sécurité et d'expérience éducative et citoyenne dans le but de renforcer les liens entre la population et le Parlement.

POUR LES RENCONTRES AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE

Plaider pour une **collaboration efficace et dynamique** entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'APF.

- Le président s'est entretenu avec la nouvelle secrétaire générale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo. Lors de cet entretien, ils ont discuté de leur volonté de commune d'accroître le rôle d'influence et la visibilité de leurs instances sur la scène internationale.
- Le président a mentionné que la secrétaire générale pouvait compter sur l'entière collaboration de l'APF dans la réalisation de son mandat dont la transparence et la modernisation des pratiques de l'organisation figurent au centre de ses priorités.
- Le président a souligné l'importance de l'implication de l'ANQ au sein de l'APF ainsi que son attachement à la mise en œuvre des programmes de coopération parlementaire.

Renforcer les liens avec les opérateurs de la Francophonie.

- Le président s'est entretenu avec le président directeur général de TV5Monde, M. Yves Bigot. Ils ont discuté de leur intérêt de renforcer la collaboration institutionnelle et médiatique entre l'APF et TV5Monde dans le but d'assurer un meilleur traitement et une meilleure couverture de l'information parlementaire et politique dans l'espace francophone.
- Le président a également plaidé pour que TV5Monde communique davantage sur les travaux et actions menées par l'APF.
- Le président a été interviewé à l'émission l'[Invité](#). Il a plaidé pour une Francophonie plus proche des gens, plus attentive à leurs besoins. Il a également souligné l'importance pour la Francophonie institutionnelle de se définir un plan d'action stratégique clair avec des objectifs concrets et réalisables et de mieux communiquer sur les actions mises en œuvre par la Francophonie parlementaire.

POUR LA RÉUNION DU BUREAU DE L'APF (BRUXELLES)

Maintenir le leadership de la Section du Québec auprès des partenaires de la Francophonie et, en particulier, au sein de l'instance exécutive de l'APF.

- La réunion du Bureau a été présidée par M. François Paradis en sa qualité de président de l'APF.
- Le président délégué de la section du Québec, M. Éric Lefebvre, a participé à l'ensemble des discussions pour défendre le point de vue du Québec.

Prendre part à **l'audition de l'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)** et le questionner sur les actions de l'organisation.

- Le président délégué a questionné l'administrateur de l'OIF, M. Adama Ouane, sur les suites qui seront données aux recommandations adoptées par le comité sur la transparence à l'OIF qui a été piloté par le Québec.
- L'administrateur en a référé au Comité permanent de la Francophonie duquel relève directement le comité sur la transparence et a souligné que la secrétaire générale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo, en a fait un axe majeur de sa politique.

Présenter les différents projets de **coopération interparlementaire** dans lesquels l'ANQ promeut son expertise et celle du Québec.

- Le Bureau a adopté la programmation 2019 de ses actions de coopération parlementaire qui prévoit une contribution financière de l'APF pour la 5^e édition du Programme international de formation parlementaire (PIFP), ainsi que pour la 3^e édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires, qui auront lieu à Québec en 2019.
- Le président délégué a informé le Bureau des résultats de l'édition 2018 du PIFP qui s'est tenue à Dakar. Il a notamment souligné l'excellente collaboration avec l'Assemblée nationale du Sénégal.
- Il a en outre souligné le succès de la 2^e édition de l'Atelier de leadership, qui s'est tenue à Québec en juillet 2018, et fait la promotion de la 3^e édition qui se tiendra en septembre prochain.
- Il a insisté sur l'importance de ces programmes de coopération pour le renforcement des capacités des femmes parlementaires et des fonctionnaires parlementaires et a invité les membres du Bureau à partager ces activités auprès de leur Parlement.

Intervenir sur le processus d'élaboration du **cadre stratégique 2019-2022** de l'APF et assurer le leadership du Québec en cette matière.

- Le président délégué a mentionné au Bureau que l'ANQ avait formulé des commentaires sur la version préliminaire du cadre stratégique et que la Section du Québec va continuer à approfondir sa réflexion sur la définition des actions prioritaires pour l'APF et sur les moyens d'évaluer ses actions qui seront à mettre en œuvre.
- Il a mis de l'avant l'importance de la bonne gouvernance, de la transparence des activités politiques et administratives ainsi que des activités visant le renforcement des capacités des parlements.
- Une version finale du cadre stratégique sera soumise pour approbation à l'Assemblée plénière, en juillet 2019.

Appuyer le projet de déclaration, présenté par le Canada, visant à **soutenir la communauté franco-ontarienne** dans sa lutte pour protéger sa culture et ses institutions de langue française.

- Le président délégué a fait part de l'adoption au Québec d'une motion exprimant la solidarité envers la communauté franco-ontarienne en novembre dernier et du pavoisement avec le drapeau franco-ontarien lors de la journée de mobilisation de la communauté francophone.
- La section du Québec a proposé des modifications à la déclaration présentée par le Canada. Un projet de déclaration a finalement été présenté conjointement avec la Nouvelle-Écosse.

Partager les priorités de la présidence de l'APF avec les membres du Bureau.

- En marge des travaux du Bureau, le président s'est notamment entretenu avec le secrétaire général parlementaire, M. Jacques Krabal, le président de l'Assemblée nationale du Tchad, M. Haroun Kabadi, le président de la Commission politique, M. Christophe-André Frassa et le président délégué de la Section sénégalaise, M. Moussa Abdoul Thiam.
- Lors de ces entretiens, le président a parlé du cadre stratégique et de sa volonté de rendre plus efficace l'action menée par l'APF.
- Ils ont également discuté de la crise sécuritaire dans la zone-sahélienne et du rôle des parlementaires sur cette question. Les parlementaires souhaitent davantage être impliqués dans la réflexion et dans l'action visant à lutter contre l'insécurité dans l'espace du G5 Sahel. Ils ont souligné l'importance de créer au sein de l'APF un comité interparlementaire permanent pour traiter de la question du G5 Sahel.
- Le président a également souligné l'importance qu'accorde l'ANQ à sa relation avec l'Assemblée nationale du Sénégal. Il a rappelé au député que l'ANQ est ouverte à accueillir la première session de l'Association parlementaire Québec-Sénégal à Québec en 2019.

AUTRES RÉSULTATS

Les membres du Bureau ont donné un avis favorable à la demande d'adhésion à l'APF de l'Assemblée de la Polynésie française et au changement de statut de la section serbe, d'observateur à associée. Cette demande d'adhésion devra être approuvée par l'Assemblée plénière lors de sa prochaine Session, en juillet 2019.

Les membres du Bureau ont échangé sur les situations politiques dans l'espace francophone, notamment au Cambodge, en RDC et au Sahel. Ils ont exprimé leur inquiétude face aux procédures judiciaires touchant deux parlementaires ivoiriens, dont la condamnation en première instance du député Alain Lobognon à une peine de prison ferme.

Le Bureau a entendu le professeur Bruno Bernard sur les échanges nord-sud et sud-sud dans la francophonie économique. Il a parlé de l'entreprenariat chez les jeunes avec des solutions innovantes et de la promotion d'un nouveau leadership économique africain. À titre d'exemple, il a exposé l'approche du « zéro franc» qui consiste à démarrer une PME sans recourir à un prêt bancaire.

La section ivoirienne a présenté l'état d'avancement des préparatifs entourant la 45^e Session de l'APF et la 9^e édition du Parlement francophone des jeunes (PFJ) qui auront lieu du 5 au 9 juillet 2019 à Abidjan. Il a été proposé aux parlementaires comme thème du débat général « Parlement et renforcement de la démocratie ».

STATISTIQUES



SUIVIS

Le prochain Bureau de l'APF se déroulera à Abidjan, le 5 juillet 2019.

DÉPENSES

M. FRANÇOIS PARADIS, président de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	1 216,28 \$
Repas	505,00 \$
Hébergement	1 585,33 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	175,00 \$

Sous-total **3 481,61 \$**

M. ÉRIC LEFEBVRE, président délégué de la Section du Québec de l'APF

Transport	1 288,97 \$
Repas	335,00 \$
Hébergement	966,60 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	100,00 \$

Sous-total **2 690,57 \$**

M. MICHEL BONSAINT, secrétaire général

Transport	1 260,64 \$
Repas	565,00 \$
Hébergement	1 585,33 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	175,00 \$

Sous-total **3 585,97 \$**

M^{ME} LISE MOREAU, directrice au cabinet du président

Transport	1 282,12 \$
Repas	565,00 \$
Hébergement	1 585,33 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	175,00 \$

Sous-total **3 607,45 \$**

**M^{ME} ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE AU CABINET
DU PRÉSIDENT**

Transport	1 344,66 \$
Repas	565,00 \$
Hébergement	1 585,33 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	175,00 \$

Sous-total **3 669,99 \$**

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF

Transport	2 002,50 \$
Repas	605,00 \$
Hébergement	1 585,33 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	175,00 \$

Sous-total **4 367,83 \$**

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	309,53 \$
Transfert aéroportuaire	470,81 \$

Sous-total **780,34 \$**

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	8 395,17 \$
Repas	3 140,00 \$
Hébergement	8 893,25 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	975,00 \$
Autres frais	780,34 \$

TOTAL **22 183,76 \$**

Ce rapport a été approuvé par les participants



RÉUNION DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DES AFFAIRES CULTURELLES ET DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Hanoi, Viet Nam

25 au 28 février 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec, représentante de la Section du Québec au Réseau et 1^{re} vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- Secrétaire administrative adjointe de la section du Québec de l'APF

CONTEXTE

Le Réseau des femmes parlementaires et la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) de l'APF ont tenu leur réunion simultanément à Hanoi, sur invitation de la section vietnamienne.

La représentante de la Section du Québec occupe le poste de 1^{re} vice-présidente du Réseau et siège au sein de son comité directeur. Le Québec détient également un poste de rapporteur au sein de la CECAC.

Le Réseau des femmes a pour but de promouvoir une meilleure participation des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, et ce, tant au niveau national que dans l'ensemble de l'espace francophone. Il tend également à renforcer la place et le rôle des femmes dans les parlements membres et dans les organisations internationales, à favoriser les échanges d'expérience, à encourager la solidarité entre femmes parlementaires, et enfin, à contribuer à la défense des droits de la personne, particulièrement ceux des femmes et des enfants.

La Section du Québec y est responsable du suivi des engagements internationaux en matière d'égalité des genres et de droits des femmes au sein du Réseau des femmes, et ce, depuis la tenue du séminaire sur le 20^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en 2014, à Québec.

La représentante de la Section du Québec a également participé à une partie de la réunion de la CECAC, une des quatre commissions permanentes de l'APF. Cette instance de l'APF examine les questions relatives à la diversité des expressions culturelles, au rayonnement de la langue française, à l'éducation, à la formation, aux technologies de l'information et des communications, à l'audiovisuel et à la culture.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Faire la promotion et le suivi des engagements internationaux en matière d'égalité des genres et de droits des femmes, notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de son protocole facultatif.

- La présentation de la députée faisait le suivi des ratifications de la CEDEF. Elle mentionnait également d'importantes avancées en matière de protection des droits des femmes et des filles, dont l'adoption d'une résolution par les Nations Unies qui reconnaît le harcèlement sexuel comme une violation des droits de l'Homme.

Faire la promotion de l'**Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones** qui se tiendra à Québec du 3 au 6 septembre.

- Les dates de la troisième édition de l'Atelier ont été annoncées et des dépliants promotionnels distribués à l'ensemble des participantes, dont plusieurs ont signifié leur intérêt à participer.

Présenter le rapport de la Section du Québec sur l'**utilisation du numérique dans les écoles** et informer les membres de la CECAC du **suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles**.

- La présentation sur l'utilisation du numérique dans les écoles a permis de mettre de l'avant le potentiel des outils numériques dans l'amélioration des pratiques pédagogiques au sein des différentes sections de l'APF, mais aussi de faire part des défis rencontrés.
- La députée a fait un bilan de la ratification de la Convention par les États membres de l'APF. Elle a également fait état de la dernière participation de l'APF aux instances de l'UNESCO. L'enjeu de la promotion de la Convention à l'ère du numérique a également été au cœur des discussions.

Affirmer et **maintenir le leadership** de l'Assemblée nationale auprès de ses partenaires de la Francophonie.

- La section du Québec a été très active au cours de cette activité, avec la présentation de 2 rapports de suivi et d'un autre rapport sur son thème d'étude. Elle a également pris part aux différentes discussions qui ont eu lieu au cours des réunions de travail.

STATISTIQUES



DÉPENSES

MME MARYSE GAUDREULT, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ ET 1^{ÈRE} VICE-PRÉSIDENTE RÉSEAU DES FEMMES DE L'APF

Transport	5 372,61 \$
Repas	140,00 \$
Hébergement	488,48 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	256,32 \$

Sous-total	6 257,41 \$
-------------------	--------------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ADJOINTE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF

Transport	5 974,61 \$
Repas	180,00 \$
Hébergement	375,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	256,33 \$

Sous-total	6 786,66 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	11 347,22 \$
Repas	320,00 \$
Hébergement	864,20 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	512,65 \$

TOTAL	13 044,07 \$
--------------	---------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants

APC

ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH



36^e CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE DU CANADA

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Section du Québec de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

Happy Valley – Goose Bay (Terre-Neuve-et-Labrador)

Du 31 janvier au 3 février 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Siegfried Peters, directeur des affaires juridiques et législatives et de la procédure parlementaire

CONTEXTE

La Conférence des présidents d'assemblée du Canada se réunit une fois par année à la fin janvier. En 2018, ce rendez-vous avait eu lieu à Québec, dans le cadre des activités visant à souligner le 225^e anniversaire des institutions parlementaires québécoises.

Cette activité réunit les présidences des assemblées législatives canadiennes. Elle vise à les informer des récents enjeux touchants les assemblées législatives du Canada ainsi que de l'évolution de la jurisprudence parlementaire dans les différentes juridictions.

Dans le cadre de la Conférence régionale canadienne de l'APC tenue à Ottawa, en juillet 2018, les présidents et présidentes d'assemblées du Canada ont décidé de créer l'Association canadienne des présidents d'assemblée. La conférence de Happy Valley – Goose Bay était l'occasion de jeter les bases légales de cette nouvelle association.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Faire une présentation sur **le rôle diplomatique du président de l'Assemblée nationale** dans le cadre des relations interparlementaires de cette institution et prendre part aux discussions qui s'en suivent.

- La vice-présidente Soucy a décrit le rôle que joue le président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) dans le cadre des relations interparlementaires de l'institution. Elle a également expliqué les pratiques en cours à l'ANQ qui permettent d'atteindre les objectifs institutionnels en la matière. Elle a ensuite pris part aux discussions sur le sujet.

Effectuer une présentation sur **le privilège parlementaire et les décisions récentes qui ont été rendues** concernant l'ANQ.

- La vice-présidente Gaudreault a fait état des développements récents concernant les privilèges parlementaires au Québec. Deux décisions rendues par la Cour suprême du Canada ont fait l'objet de discussions étant donné les incidences potentielles pour l'ensemble des assemblées du Canada. En effet, l'arrêt Chagnon c. SFPQ mettait en cause deux privilèges parlementaires, à savoir le privilège de gestion du personnel ainsi que le privilège d'expulser les étrangers de l'Assemblée et de ses environs. L'affaire Singh c. PGQ, dont l'autorisation de pourvoi a été rejetée par la Cour suprême, portait également sur le privilège d'expulser les étrangers, mais plus spécifiquement sur le droit de l'Assemblée de fixer les conditions d'accès à l'enceinte parlementaire. Enfin, la vice-présidente a présenté un suivi du dossier de l'intervention de l'UPAC auprès d'un député, sujet qui présente un grand intérêt pour l'ensemble des assemblées canadiennes et au-delà.

Présenter les initiatives ayant fait suite à **l'adoption de la politique de tolérance zéro de l'ANQ en matière de harcèlement**.

- À la suite de l'adoption de la politique de l'Assemblée nationale relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail en 2015, la vice-présidente Gaudreault a fait état des développements récents sur ce projet prioritaire de l'institution. Par ailleurs, elle a présenté la campagne de sensibilisation contre le harcèlement présentement en cours à l'ANQ. Cela a suscité beaucoup d'intérêt parmi les homologues canadiens.

Prendre part à la table ronde concernant la **reconnaissance des Autochtones** au sein de l'Administration québécoise et de son Parlement.

- Les vice-présidentes ont pris part à la séance de travail portant sur les différentes manières dont certaines assemblées législatives canadiennes intègrent des marques de reconnaissance à l'égard des Autochtones. Ces dernières ont constaté la diversité des initiatives recensées et ont notamment mentionné le projet qui sera dévoilé lors de l'ouverture du nouveau pavillon d'accueil de l'Assemblée. Il s'agit d'un projet présentant différentes réalités autochtones qui ont été choisies en partenariat avec un organisme de mise en valeur des patrimoines culturels autochtones.
- La vice-présidente Gaudreault a également discuté avec le président de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest qui accueillera, en juin 2019, la Conférence des parlementaires autochtones, dont la portée sera internationale. À la suite de son intervention, la possibilité d'envoyer des parlementaires québécois à titre d'observateurs est évaluée.

Présenter le sujet du **code vestimentaire à l'Assemblée nationale** et ailleurs et prendre part à la table ronde qui s'en suit.

- À la suite des questionnements soulevés au Québec concernant le code vestimentaire des parlementaires, la vice-présidente Soucy a dressé un tableau sommaire de la situation au Québec et au sein de certaines assemblées législatives étrangères. Elle a ensuite animé une table ronde sur la question.

Assister à la réunion de **l'Association canadienne des présidents** et en faire rapport au président de l'ANQ, M. François Paradis.

- La vice-présidente Soucy a assisté à cette réunion dont elle a fait part au président.

Se familiariser avec l'APC et consolider le réseau de contacts de l'ANQ auprès des présidences des assemblées législatives canadiennes.

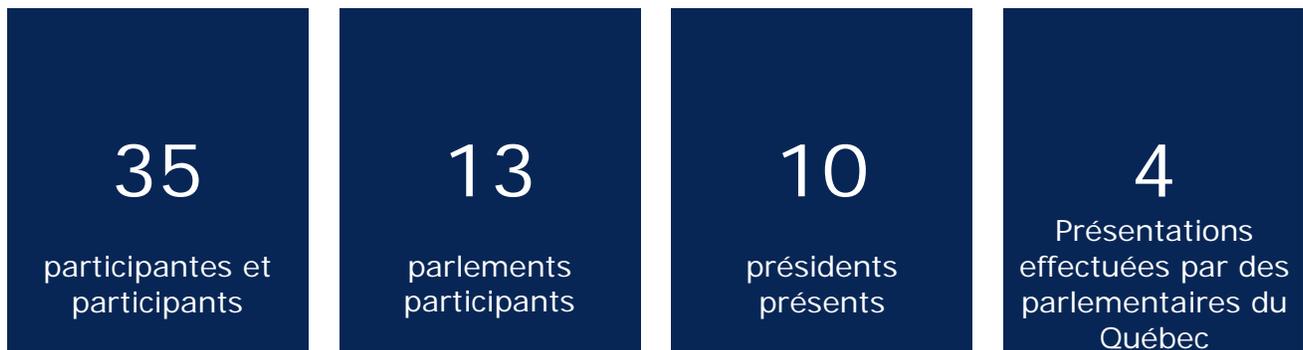
- La conférence a permis à la délégation québécoise de développer son réseau de contacts auprès des représentants des assemblées législatives du Canada.

AUTRES RÉSULTATS

Les membres de la délégation québécoise ont eu l'occasion de s'enquérir de l'actualité et des plus récents développements en matière de pratiques parlementaires prévalant dans les différentes assemblées législatives canadiennes, notamment concernant le **recrutement d'un greffier** et les **liens des bureaux des présidents avec les personnes désignées par les assemblées**.

Par ailleurs, la présence des vice-présidentes de l'ANQ à Terre-Neuve-et-Labrador leur a permis de discuter avec le président de la Chambre d'assemblée de cette province de la poursuite de la collaboration entre cette chambre et l'Assemblée nationale dans le cadre de l'entente bilatérale signée en 2018.

STATISTIQUES



SUIVIS

Une fois diffusé au Québec, tout le matériel relatif à la campagne de l'Assemblée nationale contre le harcèlement a été envoyé aux déléguées et délégués ayant participé à la conférence.

Des contacts seront établis avec les autorités administratives de la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador afin de déterminer les dates de la deuxième rencontre de l'Association parlementaire Québec-Terre-Neuve-et-Labrador.

La possibilité d'envoyer des parlementaires québécois à titre d'observateurs à la Conférence des parlementaires autochtones qui aura lieu à Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest, est évaluée.

DÉPENSES

M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	1 723,41 \$
Repas	135,00 \$
Hébergement	514,05 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	45,00 \$
Sous-total	2 717,46 \$

M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	1 487,38 \$
Repas	135,00 \$
Hébergement	786,58 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	60,00 \$
Sous-total	2 768,96 \$

M. Siegfried Peters, directeur des affaires juridiques et législatives et de la procédure parlementaire

Transport	1 700,37 \$
Repas	135,00 \$
Hébergement	514,05 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	45,00 \$
Sous-total	2 694,42 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	4 911,16 \$
Repas	405,00 \$
Hébergement	1 814,68 \$
Frais d'inscription	900,00 \$
Divers	150,00 \$
TOTAL	8 180,84 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.

DANREU

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR
LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS



RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'*EASTERN REGIONAL CONFERENCE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
New York (New York)
30 novembre et 1^{er} décembre 2018

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Secrétaire administratif adjoint de la DANREU

CONTEXTE

L'Eastern Regional Conference (ERC/CSG) est l'une des quatre organisations régionales du Council of State Governments (CSG), un forum national non partisan dédié à l'échange d'idées et de pratiques législatives afin d'aider les États à définir leurs politiques publiques et à obtenir une meilleure représentation de leurs intérêts auprès des instances fédérales.

Elle regroupe des parlementaires de 11 États du Nord-Est des États-Unis, des îles Vierges américaines, de Puerto Rico, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Québec.

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est membre international affilié de l'ERC/CSG depuis 1990. Des représentants de l'ANQ siègent au sein des principales instances de gouvernance de l'ERC/CSG et occupent des postes de responsabilité à la Commission des relations Canada-États-Unis, la Commission de l'énergie et de l'environnement, ainsi qu'à la Commission des transports.

Les parlementaires québécois siégeant au comité exécutif y ont le droit de vote. Ils participent également aux travaux des comités sur l'Assemblée annuelle et sur la planification stratégique.

L'ANQ a été l'hôte, du 7 au 10 août 2016, de la 56^e Assemblée annuelle et du Forum annuel de l'ERC/CSG.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Inviter le directeur général de l'organisation à former une délégation pour effectuer une visite à Québec afin de rencontrer la présidence de l'ANQ et les membres de la DANREU.

- Le directeur général a accueilli favorablement cette proposition, en ajoutant qu'il souhaitait être accompagné des officiers de l'organisation pour cette visite.

Signifier l'intérêt de l'ANQ à siéger au sein de la Commission de l'agriculture de l'ERC/CSG.

- La co-présidente de la Commission de l'agriculture, la représentante du Vermont M^{me} Carolyn Partridge, en a été informée et a signifié son enthousiasme à la participation de l'ANQ.

Assurer la présence de l'ANQ au sein de l'ERC/CSG et contribuer au renforcement de cette organisation.

- Le représentant a pris connaissance des rapports des divers comités et commissions de l'ERC/CSG, en plus des états financiers et du budget de l'organisation.

Présenter un rapport sur les faits saillants de l'actualité politique et parlementaire au Québec.

- Le rapport sur l'actualité politique et parlementaire présenté lors de la réunion du comité exécutif a permis de dresser le portrait de la 42^e Législature de l'ANQ.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'Assemblée nationale et du Québec aux États-Unis.

- Le représentant de l'ANQ a eu l'occasion d'échanger avec les parlementaires américains et canadiens présents sur l'actualité politique au Québec et aux États-Unis ainsi que sur l'agriculture, le commerce et l'environnement, des enjeux prioritaires de la DANREU. Il a discuté entre autres avec le sénateur du New Hampshire et président-élu du CSG, M. Lou D'Allesandro, et le président de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, M. Kevin Murphy.

AUTRES RÉSULTATS

Le délégué québécois a échangé avec son homologue de l'Ontario au sujet de l'intégration des députés indépendants au sein des activités interparlementaires.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine Assemblée annuelle aura lieu à Pittsburgh, PA, du 28 au 31 juillet 2019.

DÉPENSES

Secrétaire administratif adjoint de la DANREU

Transport	1289,89 \$
Repas	55,00 \$
Hébergement	464,09 \$
Frais d'inscription	214,81 \$
Divers	25,00 \$
Total	2 048,79 \$

Ce rapport a été approuvé par le participant



RÉUNION DES COMMISSIONS PERMANENTES (*CAPITAL FORUM*) DE LA *NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Washington, DC
5 au 7 décembre 2018

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

Secrétaire administratif de la DANREU

CONTEXTE

Depuis avril 2000, l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe, à titre de membre international affilié, aux activités de la *National Conference of State Legislatures* (NCSL), une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États américains.

Les commissions permanentes de la NCSL se rencontrent deux fois par année. L'ANQ est membre de la Commission du travail et du développement économique et de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.

En mars 2018, l'Assemblée nationale a organisé, en partenariat avec la NCSL, la Conférence interparlementaire sur le libre-échange (CILE), qui a accueilli plus

150 participants des États-Unis, du Mexique et du Canada. Les séances de travail ont porté sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et sur le rôle des parlementaires des États fédérés. Le trois pays ont conclu, au cours des derniers mois, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), visant à remplacer l'Accord de libre-échange nord- américain.

L'ANQ participe également au groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique (*Energy Supply Task Force*) ainsi qu'à celui sur les relations internationales (*International Relations Task Force*), tous deux chapeautés par le comité exécutif de la NCSL.

L'ANQ et la NCSL sont en pourparlers afin d'accueillir une activité de cette dernière organisation, à Québec, au cours des prochaines années.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assister aux réunions des commissions permanentes et des groupes de travail dont l'ANQ est membre. Dans cette perspective, défendre les intérêts du Québec, notamment en ce qui concerne les questions liées au **commerce**, au **transport** et aux **énergies renouvelables**.

- Le représentant de l'ANQ a pris part au programme du Groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique. En plus d'assister aux conférences susmentionnées, il a visité les installations de la *Federal Energy Regulatory Commission* et pris part à une rencontre avec le commissaire Neil Chatterjee.
- Le représentant québécois a assisté au panel de discussion portant sur le commerce international. Celui-ci a mis en vedette M. Brett Gibson, du syndicat *American Federation of Labor Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO), M. Jason Hafemeister, du Département de l'agriculture des États-Unis et M^{me} Vanessa Sciarra, de la *National Foreign Trade Council*. Par cette discussion, il a été possible de mieux connaître la perspective américaine sur l'ACEUM. À la suite de la séance de travail, le représentant québécois a été consulté quant aux prochains thèmes potentiels de la Commission de l'économie et du travail en prévision de l'Assemblée annuelle d'août 2019.
- Le délégué québécois a également assisté à des séances de travail portant sur **l'éducation supérieure**, la **cybersécurité** et le plan du gouvernement fédéral américain en prévision de **l'émergence des véhicules autonomes**.
- Le plan de travail du gouvernement américain sur la gestion de l'émergence des véhicules autonomes a été transmis aux autorités administratives de la Commission sur l'environnement et les transports de l'Assemblée nationale.

Renforcer le réseau de contacts privilégiés de l'ANQ avec les parlementaires et les membres du personnel administratif des assemblées des 50 États américains qui participent aux réunions de la NCSL.

- Le représentant de l'ANQ a participé à l'atelier de leadership offert aux membres du personnel administratif des congrès des États américains. Cet atelier avait lieu à la bibliothèque présidentielle de George Washington.

AUTRES RÉSULTATS

Des discussions ont eu lieu quant aux suivis à donner à la Conférence interparlementaire sur le libre-échange organisée en mars 2018 par l'ANQ et la NCSL

Les discussions quant à l'éventuel accueil d'activités de la NCSL se sont poursuivies.

STATISTIQUES



SUIVIS

Les autorités politiques et administratives de la NCSL souhaitent rencontrer le nouveau président de l'ANQ, M. François Paradis, pour renforcer la relation entre les deux institutions. À cet effet, une visite est à prévoir à Québec à l'hiver ou au printemps 2019.

DÉPENSES

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANREU

Transport	1 028,72\$
Repas	285,00 \$
Hébergement	1 217,56 \$
Frais d'inscription	543,32 \$
Divers	100,00 \$
TOTAL	3 174,60 \$

Ce rapport a été approuvé par le participant.



CONFÉRENCE NATIONALE DU *COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Nord-Kentucky (Kentucky) et Cincinnati (Ohio)
5 au 9 décembre 2018

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Secrétaire administratif adjoint de la DANREU

CONTEXTE

Le *Council of State Governments* (CSG) est un forum national non partisan dédié à l'échange d'idées et de pratiques législatives afin d'aider les États à définir leurs politiques publiques et à obtenir une meilleure représentation de leurs intérêts auprès des instances fédérales. Le CSG est au service des branches législative, exécutive et judiciaire des États et territoires américains.

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est un partenaire international du CSG depuis 1995. L'Assemblée législative de l'Ontario et le gouvernement de l'Alberta se sont joints à l'organisation dans les années subséquentes.

L'ANQ siège au sein des principales instances de gouvernance du CSG et deux de ses représentants sont membres de la Commission des relations internationales.

La conférence nationale du CSG a lieu une fois par année et regroupe des participants de tous les États américains.

Il existe quatre organisations régionales sous l'égide du CSG, c'est-à-dire l'Eastern Regional Conference (ERC/CSG), la Midwestern Legislative Conference, la Southern Legislative Conference et le CSG West. L'ANQ est membre de l'ERC/CSG depuis 1990.

En 2016, l'ANQ a occupé la coprésidence de l'ERC/CSG et a accueilli, du 7 au 10 août 2016, la 56^e Assemblée annuelle et du Forum annuel de l'ERC/CSG.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assister aux travaux des instances de gouvernance du CSG et de la commission dont l'ANQ est membre.

- Le délégué de l'ANQ a assisté aux discussions de la Commission des relations internationales au sujet du commerce entre le Canada et les États-Unis dans le domaine de l'acier et de l'aluminium.

Faire connaître la **situation politique et institutionnelle du Québec** depuis la dernière conférence nationale du CSG et s'enquérir de la situation politique prévalant aux États-Unis.

- Lors de ses échanges avec les participants, le représentant de l'ANQ a présenté les résultats des élections générales québécoises du 1^{er} octobre 2018 ainsi que le portrait de l'Assemblée nationale pour la 42^e Législature.
- Les discussions ont porté également sur les résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis et sur les relations entre le Québec et les États-Unis

Assister aux réunions portant sur les thèmes prioritaires de la DANREU : **l'environnement, le commerce transfrontalier, l'énergie et la sécurité.**

- Le représentant de l'ANQ a assisté à une conférence de l'ambassadrice des États-Unis au Canada, son excellence madame Kelly Craft, au cours de laquelle cette dernière a souligné les mérites du nouvel accord de commerce nord-américain, l'Accord États-Unis, Mexique et Canada (AEUMC). Une autre conférence sur le sujet a permis de mieux saisir les enjeux liés aux tarifs imposés par l'administration fédérale des États-Unis sur l'acier et l'aluminium canadiens, notamment en ce qui a trait à la sécurité et aux chaînes d'approvisionnement transfrontalière.

- La séance de travail sur le cannabis a été l'occasion de se renseigner sur le bilan actuel du Colorado, où l'usage du cannabis à des fins récréatives est légal depuis 4 ans, et sur les prévisions budgétaires du Massachusetts, actuellement en processus de réglementation.
- La séance de travail sur les innovations en matière de transport ont permis d'en apprendre davantage sur les systèmes d'assistance à la conduite pour les véhicules lourds, notamment les systèmes de conduite de camion en peloton, et les véhicules autonomes. Il fut également question des avancées en matière de véhicules à zéro émission et de mobilité partagée et de leurs implications pour les pouvoirs publics.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ aux États-Unis.

- Le délégué de l'ANQ a renforcé son réseau de connaissances lors de ses échanges avec des parlementaires notamment de l'État de New York, du New Hampshire, de la Virginie et du Kentucky. Il a également rencontré des députés de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine conférence nationale du CSG aura lieu à Porto Rico en décembre 2019.

DÉPENSES

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF ADJOINT DE LA DANREU

Transport	1 054,41 \$
Repas	140,00 \$
Hébergement	879,24 \$
Frais d'inscription	626,46 \$
Divers	100,00 \$
TOTAL	2 800,11 \$

Ce rapport a été approuvé par le participant.



COMITÉ EXÉCUTIF DE LA *NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Nouvelle-Orléans, Louisiane
18 et 19 janvier 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson)
- Secrétaire administratif de la DANRÉU

CONTEXTE

Depuis avril 2000, l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe, à titre de membre international affilié, aux activités de la NCSL, une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États américains.

Depuis août 2005, l'ANQ occupe un poste sans droit de vote au Comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance.

En mars 2018, l'ANQ a organisé, en partenariat avec la National Conference of State Legislatures (NCSL), la Conférence interparlementaire sur le libre-échange (CILE), qui a accueilli plus de 150 participants des États-Unis, du Mexique et du Canada. Les séances de travail ont porté sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et sur le rôle des parlementaires des États fédérés.

L'ANQ et la NCSL sont en pourparlers afin d'accueillir une activité de cette dernière organisation, à Québec, au cours des prochaines années.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Se familiariser avec la National Conference of State Legislatures (NCSL), son organisation, ses thèmes et ses travaux.

- Le député québécois a pu rencontrer tous les membres du comité exécutif de la NCSL. Il a par ailleurs pris part au travail de réflexion concernant l'embauche d'une nouvelle ou d'un nouveau directeur exécutif par cette organisation.
- Il a invité la présidente et le futur président de la NCSL à effectuer une mission à Québec afin de rencontrer le nouveau président de l'Assemblée nationale et les parlementaires qui feront partie de la DANRÉU dans le cadre de la 42^e législature. Cette visite devrait se tenir dès ce printemps.

Faire valoir les intérêts et thèmes prioritaires du Québec en prévision de la prochaine Assemblée annuelle de la NCSL qui aura lieu à Nashville, Tennessee, au mois d'août 2019.

- Le député a pris part aux discussions et ateliers portant sur les thèmes prioritaires de la NCSL en prévision de la prochaine assemblée annuelle. Parmi les thèmes adoptés par cette organisation américaine, on retrouve, entre autres, la cybersécurité et le commerce international.

Poursuivre les discussions quant à l'éventuel accueil d'une activité de la NCSL, à Québec, au cours des prochaines années.

- Le sujet a été abordé avec les officières et officiers administratifs de la NCSL. La tenue d'une activité de cette organisation à Québec pourrait être confirmée lors de l'éventuelle visite de la présidente et du futur président de la NCSL à la fin du mois de mars.

Présenter les résultats de l'élection générale tenue le 1^{er} octobre 2018 au Québec et réaffirmer l'engagement de l'Assemblée nationale envers la NCSL.

- Le député a profité de la réunion du comité exécutif pour présenter les résultats de l'élection. Il a réaffirmé la volonté institutionnelle de l'Assemblée nationale de maintenir et d'approfondir ses liens avec la NCSL.

Prendre une part active aux réunions du comité exécutif et du Groupe de travail sur les relations internationales.

- Le député a assisté aux travaux du comité exécutif, notamment les points sur les états financiers de l'organisation, sa planification stratégique et l'organisation de son assemblée annuelle.
- Les travaux du Groupe de travail sur les relations internationales ont porté sur le rôle des parlementaires en matière de relations internationales, les impacts de la volatilité des prix du combustible fossile sur le Port de la Nouvelle-Orléans et les défis liés à l'attraction des étudiants étrangers aux États-Unis.
- Le dynamisme de l'ANQ en matière de relations internationales a maintes fois été cité en exemple dans le cadre des discussions. Le député québécois a par ailleurs été invité à présenter les fondements de l'action interparlementaire de l'ANQ ainsi que le réseau international qu'elle entretient. Enfin, il a fait un retour sur la Conférence interparlementaire sur le libre-échange, tenue à Québec en mars 2018, afin d'illustrer la pertinence de l'action des législatures d'États fédérés au niveau international.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le futur président de la NCSL devrait effectuer une visite à l'ANQ à la fin du mois de mars. La NCSL et l'ANQ profiteront de cette occasion pour convenir des possibles activités que les deux institutions organiseront en partenariat au cours des prochaines années.

Les parlementaires québécois et américains discuteront également des suites à donner à la Conférence interparlementaire sur le libre-échange.

Le comité exécutif de la NCSL se réunira les 7 et 8 juin 2019 à Madison, Wisconsin. La prochaine Assemblée annuelle de la NCSL aura lieu du 5 au 8 août 2019 à Nashville, Tennessee.

DÉPENSES

M. MATHIEU LEMAY (MASSON)

Transport	658,27 \$
Repas	255,00 \$
Hébergement	885,81 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	75,00 \$

Sous-total	1 874,08 \$
-------------------	--------------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANRÉU

Transport	921,87 \$
Repas	255,00 \$
Hébergement	885,81 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	75,00 \$

Sous-total	2 137,68 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1 580,14 \$
Repas	510,00 \$
Hébergement	1 771,62 \$
Divers	150,00 \$
Autres frais	0,00 \$

TOTAL	4 011,76 \$
--------------	--------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE DU PRÉSIDENT ÉLU DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL), M. ROBIN VOS

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)

Québec

25-26 mars 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Mathieu Lemay, député de Masson, vice-président de la DANRÉU
- M. Carlos Leitão, député de Robert-Baldwin, vice-président de la DANRÉU
- M. David Birnbaum, député de D'Arcy-McGee
- M. Joël Arseneau, député des Îles-de-la-Madeleine
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe au cabinet du président
- Secrétaire administratif de la DANRÉU
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

DÉLÉGATION NCSL

- M. Robin Vos, président élu de la NCSL, président de l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin
- M. Jon Jukuri, directeur principal pour les relations entre les États et le gouvernement fédéral, NCSL

CONTEXTE

À la suite de l'élection de M. François Paradis à la présidence de l'Assemblée nationale, les autorités politiques et administratives de la NCSL ont souhaité le rencontrer. Des représentants de la NCSL en ont notamment fait la demande au député de Masson, M. Mathieu Lemay, à l'occasion de la réunion du Comité exécutif de la NCSL tenue à la Nouvelle-Orléans, les 18 et 19 janvier 2019.

À l'occasion de la réunion du comité exécutif tenue en janvier, M. Lemay avait présenté le résultat des dernières élections québécoises et réaffirmé l'intention de l'ANQ de poursuivre son engagement au sein de l'organisation. Par ailleurs, la dernière assemblée annuelle de la NCSL s'est déroulée du 29 juillet au 2 août 2018 à Los Angeles. L'ancien président de l'ANQ, M. Jacques Chagnon, ainsi que les députés Guy Ouellette et Guy Leclair y avaient participé.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Établir un premier contact entre le président de l'ANQ, M. François Paradis et les autorités de la NCSL.

- Le président de l'ANQ a pu se familiariser avec la NCSL, sa mission et ses activités de défense des intérêts des États américains.

Approfondir les liens de l'Assemblée nationale avec la NCSL et confirmer les engagements de l'ANQ à l'égard de cette organisation.

- Le président Vos a rencontré des députés membres de la DANRÉU qui participeront aux prochaines activités de la NCSL, dont le nouveau représentant de l'ANQ au comité exécutif de l'organisation, M. Mathieu Lemay.

Discuter de **l'actualité politique et parlementaire au Québec, aux États-Unis et au Wisconsin.**

- Les députés québécois ont fait rapport des élections tenues le 1^{er} octobre dernier au Québec. Ils ont également discuté, entre autres, des défis législatifs de la légalisation du cannabis au Canada ainsi que de l'intégration des communautés culturelles au Québec. Les représentants du Québec et de la NCSL ont mentionné que l'immigration était essentielle dans un contexte où le Québec, le Wisconsin et bien d'autres juridictions nord-américaines sont en pénurie de main d'œuvre. Enfin, M. Vos a présenté la situation politique au Wisconsin, où le gouverneur est démocrate et la majorité en Chambre est républicaine.

Discuter des priorités de l'ANQ au sein de la NCSL (**environnement, énergie, transports, agriculture, changements climatiques**).

- Les parlementaires ont discuté des contrats d'Hydro-Québec avec les États de la Nouvelle-Angleterre et des enjeux législatifs liés au transport de l'électricité vers les clients américains. Ils ont également discuté des investissements chez Bombardier Aéronautique, qui possède des installations au Wisconsin.

Confirmer, avec les autorités de la NCSL, **la tenue d'une ou plusieurs activités de l'organisation à Québec au cours des prochaines années**, soit la rencontre du comité exécutif du printemps 2020 et/ou un symposium des leaders législatifs à une date à déterminer. Ces réunions pourraient être faites parallèlement à d'autres réunions de commissions ou de groupes de travail de la NCSL.

- M. Vos s'est montré intéressé à tenir la réunion du comité exécutif de la NCSL du printemps 2020 à Québec. Des groupes de travail ou des commissions de la NCSL pourraient d'ailleurs profiter de cette occasion pour se réunir.
- Il a par ailleurs démontré de l'ouverture à la tenue du Symposium des leaders parlementaires de la NCSL à Québec à l'automne 2021.

Faire valoir les intérêts du Québec par rapport aux **négociations nord-américaines sur le libre-échange** et discuter des suivis pouvant être faits à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'organisation.

- La NCSL abordera cette question lors de son Sommet législatif annuel qui aura lieu en août prochain, à Nashville.

SUIVIS

Poursuivre les contacts administratifs entre l'ANQ et la NCSL pour organiser les activités conjointes au cours des prochaines semaines.

Le comité exécutif de la NCSL se réunira le 8 juin prochain à Madison, au Wisconsin. Un parlementaire québécois participera également aux rencontres du Groupe de travail sur l'agriculture qui se réunira à cette occasion.

S'assurer d'une participation active des parlementaires québécois au Sommet législatif de la NCSL, qui aura lieu à Nashville du 4 au 8 août 2019, notamment aux ateliers et séances de travail portant sur les tarifs sur l'acier et l'aluminium.

DÉPENSES



Transport	140,02 \$
Repas	1 591,34 \$
Hébergement	0 \$
Interprète	1 350,00 \$
Divers	0 \$
• Service d'accueil aux aéroports	1 025,00 \$
• Photographe	225,00 \$
TOTAL	4 331,36 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.

DANRPH

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR
LES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT HAÏTIEN



ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS D'HAÏTI

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Parlement haïtien (DANRPH)
Québec, Québec
7 décembre 2018

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Secrétaire administratif de la DANRPH

DÉLÉGATION HAÏTIENNE

- M. Micalerme Pierre, député
- M^{me} Guerda Bellevue Benjamin Alexandre, députée
- M. Deus Deronneth, député
- M. Hermano Exinord, député
- M. Iverno Guerrier, député

CONTEXTE

Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) a

informé la direction des relations interparlementaires, et internationales et du protocole (DRIIP) de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) qu'une délégation de sept parlementaires du Parlement haïtien était de passage au Québec et à Ottawa du 3 au 8 décembre 2018. Une visite à l'ANQ a été sollicitée.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter le système parlementaire québécois

- Au cours d'une séance de travail d'une heure, le secrétaire administratif a présenté le système parlementaire québécois et a pu échanger sur ses particularités avec la délégation haïtienne. Ces échanges ont permis de répondre aux interrogations de la délégation quant aux différences entre les systèmes parlementaires québécois et haïtien.

Présenter brièvement le projet de coopération entre l'ANQ et le Parlement haïtien « femmes et gouvernance en Haïti ».

- Au cours de la séance de travail, le secrétaire administratif a présenté le projet de coopération visant le renforcement du Parlement haïtien, « femmes et gouvernance en Haïti ».

Contribuer au maintien de bonnes relations avec le Parlement haïtien, partenaire prioritaire de l'ANQ.

- La séance de travail sur le système parlementaire québécois a contribué à atteindre cet objectif. La délégation a aussi fait une visite guidée du Parlement. Mentionnons toutefois que la présence de députés québécois n'a pas été possible, car la visite intervenait juste après l'ajournement des travaux parlementaires.
- La délégation haïtienne a exprimé sa grande satisfaction suite à l'activité.

STATISTIQUES

10
participantes et
participants

2
parlements
participants



DÉPENSES

Aucun frais lié à cette activité.

Ce rapport a été approuvé par le participant.



ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN D'HAÏTI

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Parlement haïtien
(DANRPH)

Québec, Québec

17 décembre 2018

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Secrétaire de la Commission de l'administration publique
- Secrétaire de la Commission des institutions
- Secrétaire administratif de la DANRPH

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE/AUTRES PARTICIPANTS

- Directeur général de l'Office de la protection du citoyen d'Haïti (OPC)
- Conseillère au service de protection des femmes détenues à l'OPC
- Chargé de projet - Avocats sans frontières Canada (ASFC)

CONTEXTE

Avocats sans frontières Canada (ASFC) a été chargé d'organiser une visite de l'Office de la protection du citoyen d'Haïti au Québec, du 12 au 18 décembre 2018. Cette

visite a été organisée en collaboration avec le Protecteur du citoyen du Québec.

L'ANQ a été sollicitée pour organiser une séance de travail avec les secrétaires des deux commissions parlementaires qui ont des liens avec le Protecteur du citoyen, en l'occurrence, la Commission de l'administration publique et la Commission des institutions.

Une visite guidée de l'Assemblée nationale a également été organisée.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter le rôle de la **Commission de l'administration publique** et de la **Commission des institutions** à l'égard du Protecteur du citoyen, de même que les mécanismes de collaboration entre ces institutions.

- Les deux secrétaires de commission ont présenté le mandat de leur commission respective, en plus d'exposer les mécanismes de collaboration avec le Protecteur du citoyen.
- De nombreux échanges ont permis de comparer le rôle et le mandat de l'OPC en Haïti et ceux du Protecteur du citoyen au Québec.

Présenter les relations entre l'ANQ et le Parlement haïtien.

- Le secrétaire administratif de la DANRPH a présenté les relations entre l'ANQ et le Parlement haïtien, plus particulièrement la signature de l'entente de collaboration parlementaire en septembre 2017. Il a également effectué une présentation sur le projet de coopération visant le renforcement du Parlement haïtien, « femmes et gouvernance en Haïti ».

Faire la promotion de **l'offre de coopération** de l'ANQ.

- Le secrétaire administratif de la DANRPH a remis aux participants des documents d'information portant sur l'offre de coopération de l'ANQ en matière de coopération parlementaire. Il a effectué une brève présentation sur le sujet, notamment en dressant un historique de l'expérience de l'ANQ en la matière.

STATISTIQUES



SUIVIS

Les contacts établis entre l'ANQ, l'OPC et ASFC serviront notamment dans le cadre du déploiement éventuel du projet de coopération « femmes et gouvernance en Haïti ».



DÉPENSES

Aucun frais lié à cette activité.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL ÉLECTORAL PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Parlement haïtien
(DANRPH)

Québec

1^{er} février 2019

Délégation québécoise

- Secrétaire administratif de la DANRPH
- Secrétaire de la Commission des institutions

Délégation d'Élections Québec

- Directrice de la recherche, de la planification et de la coopération
- Conseillère en coopération internationale

Délégation haïtienne

- M. Carlos Hercule, vice-président du Conseil électoral provisoire d'Haïti (CEP)
- M. Frinel Joseph, trésorier du CEP
- M^{me} Marie Frantz Joachim, secrétaire générale du CEP
- M. Robenson Chénilus, directeur du Centre de tabulation et des statistiques de

vote du CEP

- M. Roger Jean-Philippe Augustin, directeur du registre électoral du CEP
- M. Clément Jude Charles, directeur adjoint des opérations électorales du CEP
- M. Kenson Polynice, membre du CEP

CONTEXTE

Dans le cadre d'un projet de collaboration avec Élections Québec, une délégation de sept fonctionnaires du Conseil électoral provisoire de la République d'Haïti était de passage à Québec du 28 janvier au 1^{er} février 2019. Élections Québec a organisé un programme complet axé sur le fonctionnement du processus électoral au Québec.

Dans le cadre de ce programme, une séance de travail a été tenue à l'ANQ, le 1^{er} février 2019, à 9h30. Lors de cette séance, la secrétaire de la Commission des institutions a effectué une présentation sur les relations entre Élections Québec et les commissions parlementaires de l'ANQ, notamment les divers mandats conférés au Parlement québécois par la Loi électorale et le Règlement de l'Assemblée nationale.

Cette séance de travail a également été l'occasion de présenter l'offre de coopération de l'ANQ auprès de la délégation haïtienne.

Enfin, une visite guidée de l'ANQ a été organisée pour la délégation haïtienne.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les liens entre Élections Québec et les Commissions parlementaires de l'ANQ

- Les fonctionnaires du CEP ont pu en apprendre davantage sur le modèle québécois en la matière, en plus d'échanger avec les fonctionnaires de l'ANQ sur les enjeux électoraux au Québec.

Présenter l'offre de coopération de l'ANQ

- Les fonctionnaires haïtiens ont pu en apprendre davantage sur les relations entre l'ANQ et le Parlement haïtien ainsi que sur l'offre de coopération en matière de renforcement démocratique. De nombreux échanges ont porté sur ce sujet.

STATISTIQUES

11

participantes et
participants

SUIVIS

La direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole (DRIIP) de l'ANQ maintiendra des liens étroits avec le CEP, notamment en ce qui a trait au déploiement d'un potentiel projet de renforcement démocratique des institutions politiques et parlementaires haïtiennes.

DÉPENSES

Transport	0 \$
Repas	66,67\$
Hébergement	0 \$
Divers	0 \$
TOTAL	66,67 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants

Direction des relations interparlementaires
et internationales et du protocole
1050, rue des Parlementaires | 4^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3